

POLITIQUE, RÉSEAUX, INFLUENCE : CE QUE LE POUVOIR NE VOUS DIT PAS

Lettre confidentielle chaque mardi à 20h

PAR FRONTIÈRES

## MACRON ET PUBLICIS VOULAIENT MUSELER LE PAPE

P.03

## VIOLENCES SEXUELLES LE BUSINESS JUTEUX DU FÉMINISME

P.03

### DANS CE NUMÉRO

....

#### MONACO

Le silence de l'Élysée  
face aux affaires  
du Rocher

P. 02

#### RAPPORT SECRET

Dubai, le Monopoly  
des narcos

P. 02

#### AMINE KESSACI

Sous haute protection,  
il pousse ses gardes  
du corps à bout

P.05

#### COMMISSION D'ENQUÊTE

Pigasse et Niel ont-ils  
menti sous serment ?

P.05

#### LE BRUIT QUI COURT... SUR MACRON

C'est l'écho qui agite le milieu de l'édition : Emmanuel Macron préparerait un livre pour janvier 2027. Deux maisons sont évoquées pour l'accueillir : Robert Laffont et Flammarion. Dix ans après *Révolution*, publié chez XO en novembre 2016 pour la présidentielle de 2017, le chef de l'État s'offrirait donc un retour en librairie à quelques mois de la fin de son second mandat. Avant de tourner la page de l'Élysée, le président de la République pourrait bien vouloir l'écrire.



## XAVIER NIEL LE GENDRE QUI BALANCE SA BELLE-MÈRE À MEDIAPART

La fausse note avait son chef d'orchestre. Selon les informations de *L'Infiltré*, Xavier Niel a organisé la fuite des propos d'Hélène Mercier-Arnault sur les « clochards », coupés au montage par RTL. Le fondateur de Free, compagnon de Delphine Arnault, a ainsi porté sur la place publique une séquence embarrassante pour l'épouse de son beau-père, Bernard Arnault. Le 23 février, pourtant, tout devait servir la promotion d'un disque. Conseillée par Louis Jublin, ancien communicant de Gabriel Attal, la pianiste enchaîne les entretiens. Sur RTL, face à Marc-Olivier Fogiel, elle évoque le sort des sans-abri : « J'ai l'impression que c'est un choix de vie, avec des gens qui ont décidé de lâcher la société. » La station coupe la séquence. Elle ne disparaît pas pour autant : le 17 mars, la presse en rapporte la teneur ; le 19, *Mediapart* publie l'enregistrement. Le passage sacrifié au montage devient le plus retentissant de l'entretien. Dans l'entourage de Bernard Arnault, on cherche

alors qui a transmis la bande. Les regards convergent vers « Marco », qui dément avec vigueur auprès de ses interlocuteurs. Mais les soupçons ne désignent pas nécessairement le bon protagoniste.

Selon les éléments recueillis par *L'Infiltré*, la fuite passerait par une autre personne au sein de RTL, hostile à l'intervieweur. Une piste qui déplace les regards à l'intérieur de la station, tandis que nos informations désignent Xavier Niel comme l'organisateur de l'opération. Le patron de Free est en conflit ouvert avec celui de LVMH. Avec sa belle-mère, l'hostilité est ancienne : Hélène le surnomme « le diable » et le tient à l'écart des fêtes de famille, rapporte *Le Monde*. Niel, de son côté, montre à ses interlocuteurs les messages WhatsApp de la pianiste. Les griefs naissent en famille, mais leur circulation dépasse largement le cercle des intimes.

Cette fuite donne un nouvel écho aux accusations de Charles Alloncle. En juin, le dé-

### LA CONFIDENCE

Pour Jordan Bardella, l'enquête de *Mediapart* sur les propos antisémites qui lui sont attribués à son arrivée au Front national, en 2013, n'est qu'une première salve. En privé, le président du Rassemblement national s'inquiète du climat de tension qui entoure la campagne présidentielle et redoute une escalade : « Les attaques vont être de plus en plus violentes. Ce n'est que le début. À l'approche du vote, les boules puantes vont se transformer en réelles menaces physiques sur nos personnes... »

puté UDR, rapporteur de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public, a accusé Niel d'avoir organisé et financé sa surveillance jusqu'à son domicile, puis la circulation de photographies de sa vie privée publiées dans *Paris Match*. Pour l'Élu, il s'agit de représailles après les questions embarrassantes posées au milliardaire lors de son audition. Il dénonce des « méthodes mafieuses » : à ses yeux, le patron de Free a utilisé ses moyens pour s'en prendre à celui qui lui demandait des comptes. Cela commence à faire beaucoup de barbouzeries pour un seul homme. Et la famille n'a droit à aucun traitement de faveur.



Téléchargez  
l'application  
Frontières  
et abonnez-vous  
à notre lettre

Vous avez une information à nous transmettre ? Écrivez-nous à : [info@infiltramedia.fr](mailto:info@infiltramedia.fr)

# VILLAS, CRYPTOS ET ARGENT SALE : LE RAPPORT SECRET SUR DUBAÏ

« Ces dernières années ont démontré un fort attrait des narcotrafiquants et des fraudeurs fiscaux pour les investissements immobiliers dans l'émirat de Dubaï », alerte la police judiciaire dans un rapport confidentiel de 2026 sur « l'état de la menace en matière de blanchiment de capitaux », que s'est procuré L'Infiltré. « Des dizaines de membres de groupes criminels organisés français, du haut et du milieu du spectre, présents sur l'ensemble du territoire, possèdent en leur nom des biens immobiliers dans l'émirat, sous forme d'appartements ou de villas, pour des valeurs unitaires de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions d'euros. » Absence de contrôles sur l'origine des fonds, possibilité de payer en espèces ou

en cryptoactifs, achats sur plan : le rapport décrit un terrain propice au placement de l'argent sale. Ces biens sont souvent loués, pour de longues durées à des résidents de l'émirat ou pour de courts séjours sur des plateformes comme Airbnb. De quoi faire fructifier le pactole. Des chefs d'un clan marseillais, depuis incarcérés, ont ainsi investi 27 millions d'euros dans 37 biens, qui leur rapportaient près d'un million d'euros par an. Grâce à la coopération pénale, la justice émirienne a procédé à la saisie de ces appartements fin 2025. La guerre en Iran a toutefois fragilisé la bulle immobilière de cette cité refuge.

## ◆ UNE GÉOGRAPHIE QUI S'ÉTEND DE HONG KONG À LA CHINE

Lorsque les sommes à recycler deviennent trop importantes, ces méthodes d'autoblanchiment ne suffisent plus. Les trafiquants se tournent alors vers des groupes criminels organisés (GCO) spécialisés, dirigés par des banquiers occultes installés à Dubaï ou au Maghreb : les "sarafs", ou "agents de change" en arabe.

« Ils mettent en place dans les pays ciblés les entités ou structures nécessaires : col-lecteurs d'espèces, sociétés commerciales pérennes, sociétés éphémères, comptes bancaires, bureaux de change, intermédiaires en crypto, etc. », détaille le document. Le Maroc et l'Algérie sont des destinations éprouvées des circuits de blanchiment criminel, maroc de trafiquants de stupéfiants actifs en Europe souhaitant domicilier une partie de leurs avoirs dans ces pays. Le saraf ou son représentant n'aurait qu'à récupérer les fonds issus de la vente des marchandises (en devise locale) puis à les transférer en espèces ou par virement aux trafiquants. »

Cette géographie du blanchiment s'étend à Hong Kong et à la Chine continentale. Elle passe aussi, une nouvelle fois, par les Émirats arabes unis, utilisés par les réseaux indo-pakistanaï, maghrébins, turcs et du Proche et du Moyen-Orient, en connexion avec ceux des Balkans ou de l'Afrique de l'Ouest.

**27 millions investis dans 37 biens**

## LA PUNCHLINE

Invité du Nantes Atlantique Business Club (NABC) le 17 septembre, Nicolas Sarkozy a raconté sa rencontre avec Ségolène Royal, quelques instants avant le début du débat de l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2007 : « Elle a réfléchi deux minutes avant de me serrer la main. En moi-même, je me suis dit : 'Toi, t'es morte.' Car si tu n'as pas le courage de me serrer la main immédiatement, cela veut dire que devant 22 millions de téléspectateurs, je vais te réduire à l'état de petit four. »

## ENTREPRISE

# ■ PERQUISITIONS CHEZ ALTRAD : BONS BAISERS DE BERCY



Les enquêteurs n'ont pas chômé cet été chez Altrad. Des perquisitions se sont succédées en plusieurs points du territoire, notamment au siège de Montpellier, où une cinquantaine d'entre eux ont été mobilisés. Le groupe fait l'objet d'une enquête préliminaire pour fraude fiscale supervisée par le Parquet national financier (PNF). Les soupçons porteraient sur des sommes comprises entre 350 et 400 millions d'euros, pour la période 2018-2024.

Mais derrière cette offensive fiscale se dessine aussi un contentieux avec Moscou. Selon les informations de L'Infiltré, Bercy entendrait également faire payer à Altrad le maintien de ses activités en Russie, où il figure parmi les dernières grandes entreprises françaises encore présentes, sur fond de sanctions européennes. L'administration aurait découvert que les liens économiques avec Moscou n'avaient pas été rompus, contrairement à ce que le groupe affichait publiquement. Et

les comptes russes donnent une idée de ce que recouvre cette présence. Dans ses comptes 2025, déposés en mars 2026, la filiale Altrad Services LLC affiche un chiffre d'affaires d'environ 3,8 milliards de roubles, en hausse de 55 % sur un an, et un bénéfice net de 1,1 milliard de roubles, en progression de 53 %. Ses effectifs ont dans le même temps grimpé à 587 salariés, soit une centaine de recrutements sur l'année.

## ■ CYBER-ATTAQUES : SEPTEMBRE NOIR POUR LA RÉPUBLIQUE DES PASSOIRS

Les informations personnelles des Français confiées aux services publics sont-elles réellement protégées ? Depuis le début de septembre, trois affaires de fuites de données d'ampleur ont été révélées : 150 000 fiches personnelles recensées à l'Agence de services et de paiement (ASP) – dont certaines contiennent des coordonnées bancaires –, 1,7 million de profils enregistrés à l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (ANF) et 270 000 comptes présents dans la base de données du Service national universel (SNU), le service militaire version Emmanuel Macron lancé en 2019. « Depuis deux ans, c'est quasiment hebdomadaire », souffle-t-on au sein du ministère du Numérique. Et on ne constate aucune prise de conscience, car l'opinion publique n'a aucune idée de l'ampleur du phénomène. « Mais n'ayez crainte, lecteurs de L'Infiltré : le 18 août, après la révélation du piratage massif de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) – près de 700 000 particuliers et entreprises concernés –, le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, avait présenté ses « excuses » et prévenu : « Notre pire ennemi, ce serait la banalisation. »

## ■ AGENCES PUBLIQUES ET DOUBLONS : LE GRAND BAZAR À PRIX D'OR

« Pour trouver des économies, Matignon pourrait relire ses propres rapports », souffle un député qui suit de près les questions budgétaires. En juin 2025, quatre inspections générales ont passé au crible l'aide aux projets locaux de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema). Facture estimée pour 2024 : 200 millions d'euros, dont 55 millions de frais de gestion. « Plus d'un euro sur quatre pour faire tourner la machine », résume l'Élu. Au menu : offres redondantes, mal coordonnées, parfois concurrentes des services locaux. Les inspecteurs chiffrent à 22 millions les économies possibles en supprimant les marchés d'ingénierie de l'ANCT. Un an plus tard, le Sénat réclame encore de les revoir. Autre cible : la société Pass Culture, jugée « non nécessaire » par une commission d'enquête sénatoriale qui réclamait sa suppression dès juillet 2025. Ses seuls frais de fonctionnement étaient estimés à 29,2 millions d'euros en 2023. Il ne manque plus qu'une agence pour organiser le ménage.

## MONACO LES AFFAIRES DU ROCHER, LE SILENCE DU CHÂTEAU

Sur le Rocher, l'alerte vient de celle qui tenait les clés de la justice. Dans un courrier du 15 mai consulté par L'Infiltré, Sylvie Petit-Leclair interpelle directement Emmanuel Macron sur une « dégradation préoccupante de l'état de droit » en Principauté. Procureure générale de 2018 à 2022, puis secrétaire d'État à la Justice jusqu'en septembre 2024, elle exerce désormais comme avocate au sein du cabinet de François-Henri Briard, qui ferraille avec l'actuel entourage du prince Albert II.

Le tableau qu'elle en dresse tient du réquisitoire. Depuis le remaniement de l'entourage princier engagé en juin 2023, elle décrit une concentration croissante de l'influence politique, économique et institutionnelle au profit d'intérêts privés locaux. Un nom revient : Patrice Pastor. Selon elle, le promoteur se verrait attribuer la « quasi-totalité » des marchés, laissant à ses concurrents la « portion congrue ».

Mais les griefs les plus sensibles concernent le fonctionnement de la justice, où exercent plusieurs magistrats français détachés. Sylvie Petit-Leclair pointe des investigations « orientées à charge », des poursuites « fragiles ou disproportionnées » contre des ressortissants monégasques ou français, et des perquisitions qui serviraient à rechercher, après coup, de quoi justifier certaines inculpations.

À l'inverse, des dossiers de corruption visant des personnalités influentes se heurteraient à une « inertie procédurale ». Une justice pressurée pour les uns, assoupie pour les autres : voilà ce que dénonce son ancienne patronne. Sylvie Petit-Leclair demande ainsi à Emmanuel Macron de leur rappeler leurs obligations d'indépendance et d'impartialité, et d'encourager des réformes garantissant une « véritable séparation des pouvoirs ».

Elle a adressé une copie de son courrier au ministre des Affaires étrangères et au garde des Sceaux. Plusieurs rapports de situation ont également été déposés sur le bureau du Président, sur fond de règlements de comptes politico-économiques dans le micro-État. Les alertes s'accroissent, mais le chef de l'État reste muet.

# COMMENT MACRON ET PUBLICIS ONT VOULU METTRE LE PAPE SOUS TUTELLE



© Illustration: photo par infiltremedia.com - L'Infiltré

À Paris, une rencontre du pape avec des malades en fin de vie aurait eu valeur de symbole. C'est précisément cette image que l'Élysée voulait éviter. Selon les informations de *L'Infiltré*, Emmanuel Macron est personnellement intervenu cet été pour faire retirer du programme de Léon XIV la maison médicale Jeanne-Garnier, haut lieu des soins palliatifs. Publicis a pris le relais, sous la conduite de Clément Léonarduzzi, ancien conseiller spécial du Président et désormais vice-président du groupe en France.

Cette adresse avait retenu l'attention des émissaires du Vatican dès le printemps. Mais, au moment où Macron voulait faire aboutir sa loi sur l'aide à mourir, combattue par l'Église, la perspective devenait encombrante. Le pape entouré de patients et de soignants : l'image aurait donné un visage à l'accompagnement jusqu'au bout de la vie. Dès la mi-juillet, l'organisation renvoyait donc à Lourdes le débat sur la fin de vie. Dans les couloirs de l'unité, une membre de l'organisation nous dit avoir entendu que « *Publicis était à la manœuvre mais qu'il ne fallait pas l'ébruiter* ». Choisis par le diocèse pour l'information et l'accueil des médias, Publicis Consultants et PublicisLive Paris auraient ainsi dépassé ce mandat pour servir la demande présidentielle. L'organisation et l'Élysée avancent une explication pratique : « *En supprimant*

Jeanne-Garnier, cela permettait aussi de gagner une heure sur un programme déjà très chargé ! » Une heure économisée, et une image embarrassante évitée.

Car l'Élysée avait aussi ses propres images en tête. À Notre-Dame, Macron souhaitait présenter à Léon XIV les travaux et les artisans de la restauration, pour associer le pape à l'un des symboles de son mandat. Le Saint-Siège a décliné la séquence. L'Élysée a invoqué l'agenda : après l'heure gagnée à Jeanne-Garnier, le temps manquait pour la présentation présidentielle de Notre-Dame. Le désaccord portait sur la nature même du voyage. Un témoin des échanges entre le Vatican et l'Élysée nous rapporte que Macron et ses équipes ont tout tenté pour en faire une « *visite présidentielle* », contre la volonté du pape.

Ces arrangements n'auraient pas suffi à tenir le désaccord sur la fin de vie à distance du Président. Le 25 septembre, à l'Élysée même, Léon XIV dénonçait « *l'offre d'une mort programmée* ». Deux jours plus tard, à Lourdes, il insistait : « *Ce qui est légal n'est pas nécessairement moral* ». L'étape avait disparu, le message était resté. Restait à Macron à trouver sa place dans ce voyage dont il avait voulu maîtriser les images. Annoncé absent de toutes les messes, il a décidé au dernier moment d'assister à celle de Metz. Un mea culpa... ou une manœuvre pour se replacer ?

**À SURVEILLER** Le cordon sanitaire résiste donc à tout, même à une visite pontificale. Lors de la messe célébrée par le pape Léon XIV place de la Concorde, le 26 septembre dernier, les hasards du placement et l'organisation avaient installé presque côte à côte les délégations du Rassemblement national et des Républicains. Impensable, pour les caciques de la droite,

de côtoyer Marine Le Pen, Jordan Bardella et les cadres du RN ne serait-ce que le temps d'un office ! « *Ces gens-là continuent à nous traiter comme des pestiférés* », grogne-t-on au RN. En catastrophe, certains invités placés plus en retrait ont ainsi été priés d'avancer de plusieurs rangs pour remettre de la distance entre les deux partis. La communion a ses limites.

## POLITIQUE

### ■ À LIBÉRATION, TOUS LES COUPS SONT GAULLISTES

Pour tirer sur Bruno Retailleau, *Libération* a trouvé sa caution chiraquienne. Le 3 septembre, le quotidien de gauche offre une pleine page à Zair Kédadouché, qui annonce quitter Les Républicains en accusant son président de stigmatiser les Français d'origine maghrébine. Présenté comme ancien membre du Haut Conseil à l'intégration et ancien conseiller de Jacques Chirac, le démissionnaire peut distribuer les brevets de gaullisme. À condition de s'en tenir à cette biographie.

Car à l'Élysée, Kédadouché était « *conseiller technique chargé de la vie associative et de la jeunesse* », nommé en 2006. « *Autant vous dire que les fois où il a parlé à Chirac se comptent sur les doigts d'une main* », confie à *L'Infiltré* un membre du cabinet de l'époque. Une proximité bien relative. La suite du parcours laisse des souvenirs moins flatteurs encore. Au Quai d'Orsay, pourtant peu suspect de sympathie pour Bruno Retailleau, il est décrit comme un « *opportuniste* » et un « *arriviste* ».

« *C'était un grenouilleur, il grenouillait un peu partout à la recherche du meilleur poste* », rapporte un diplomate. Passé par le Parti socialiste et Génération éco-

logie, puis la droite chiraquienne (RPR puis UMP), il devient adjoint au maire du XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le gardien de l'héritage gaulliste a lui-même changé de famille. Cette quête de responsabilités le conduit jusqu'à l'ambassade de France en Andorre, en mai 2012. « *C'était un cadeau pour mettre fin à ses démarches* », se souvient un membre du cabinet d'Alain Juppé de l'époque. Selon ce témoin, le ministre, qui avait appuyé sa nomination, le décrivait en privé comme « *un homme qui joue beaucoup de la posture victimaire* ». Deux ans plus tard, Zair Kédadouché quitte son poste en dénonçant racisme et discriminations. Au ministère, on voit surtout la frustration d'un homme qui réclamait des affectations toujours plus prestigieuses et même une décoration.

Sa rupture avec LR mérite aussi un détour par la chronologie. Selon nos informations, il avait adhéré début 2025, alors que Retailleau affichait déjà sa volonté d'un bras de fer avec Alger. La ligne qu'il dénonce n'était donc pas dissimulée au moment de prendre sa carte. Pour décrocher une pleine page dans *Libération*, pas besoin d'avoir beaucoup vu Chirac. Il suffit de ne plus pouvoir voir Retailleau.

### GRÉGOIRE A PEUR DE SES PROPRES ALLIÉS

Le maire de Paris compte ses alliés avant de choisir son candidat. « *Bellard et Brossat, il en a la trouille. Sans leurs voix, il n'a plus de majorité. Il n'a aucune envie de jouer avec ça* », confie un membre de sa coalition. Et chez les socialistes, chacun a son champion. Sa première adjointe, Lamia El Araja, soutient Raphaël Glucksmann, comme Maxime Sauvage et Marine Rosset. Agnès Bertrand et Maxime des Gayets sont proches d'Olivier Faure ; Ariel Weil mise quant à lui sur François Hollande. « *Ce n'est pas le courage qui l'étouffe. Il attend de voir qui gagne pour expliquer à tout le monde qu'il faut se rassembler* », raille un cadre du PS. L'ancien bras droit d'Anne Hidalgo devrait donc garder son vote pour lui, puis soutenir le vainqueur de la primaire. Une façon de ne contrarier ni ses adjoints ni les écologistes et les communistes dont dépend sa majorité. Avant de s'occuper du prochain locataire de l'Élysée, le maire veille à rester maître chez lui.

## LES LIAISONS

### VIOLENCES SEXUELLES : LE BUSINESS JUTEUX DU FÉMINISME MILITANT



© Illustration: photo par infiltremedia.com - L'Infiltré

Derrière la lutte contre les violences sexuelles, un marché s'est installé. Et la proposition de loi intégrale pourrait lui ouvrir de nouveaux débouchés. Le texte adopté en commission et bientôt examiné à l'Assemblée nationale prévoit de former les encadrants et les RH dans les entreprises d'au moins 50 salariés. Autant de clients potentiels pour les militants devenus prestataires, à commencer par Caroline de Haas et son cabinet Égée.

L'entreprise n'a pas attendu cette réforme pour se constituer une clientèle publique. Un relevé consulté par *L'Infiltré* recense environ 4,5 millions d'euros de contrats entre 2019 et 2023, portant aussi sur l'égalité et les discriminations : ministères sociaux, ministère de la Transition écologique, Ville de Paris, Caisse des dépôts, IGN, Sciences Po Lille, département des Pyrénées-Orientales... Une activité qui, tous clients confondus, représentait 3,58 millions d'euros de

chiffre d'affaires en 2024. À cette clientèle institutionnelle s'ajoutent les médias. Égée a notamment formé les cadres du *Monde*, tandis que son annuaire Expertes comptait, en 2024, 14 médias financeurs, dont Radio France et France Médias Monde.

Ses interventions dans les rédactions peuvent également porter sur le recueil des signalements. À *Télérama*, ceux recueillis par Égée ont précédé le licenciement d'Emmanuel Tellier, jugé sans cause réelle et sérieuse. Résultat pour le journal : 90 000 euros d'indemnité, confirmés en appel en 2023. Un député membre de la commission spéciale s'inquiète : « *Quand on voit les frasques de ces dernières années, on est obligé de s'interroger sur les dérives que cette loi pourrait entraîner. Cette disposition est une véritable aubaine pour ces cabinets militants déjà bien installés et protégés par les députés de gauche* ». Pour Caroline de Haas, reforme est synonyme de nouvelles commandes.

## ■ BENJAMIN LA COMBE, LE « BIG BOSS » AUX PETITS PIEDS



Illustration: J. L. / Contraste

« À la sortie de notre rendez-vous, on s'est demandé si on n'avait pas été victime d'un canular. » C'est en ces termes qu'une figure de premier plan de la vie politique évoque sa première rencontre avec Benjamin La Combe. Depuis son arrivée à la tête de *Valeurs actuelles*, à l'hiver 2025, le millionnaire écume les cercles parisiens pour y vendre sa vision d'un nouveau VA, centrée sur les problématiques économiques et patrimoniales. L'homme promet une « renaissance » pour un journal en perte de vitesse depuis plusieurs années.

Problème : la « méthode La Combe » braye bien plus qu'elle ne séduit. Toutolement et familiarités déplacées, attitude imprévisible, ambitions démesurées, propositions jugées « loufoques » ou « déconnectées »... Nombre de ses interlocuteurs, du chef de parti au cardinal en passant par le capitaine d'industrie et l'ancien ministre, ressortent déstabilisés de l'entrevue.

Un jour, il confie à un professionnel des médias qu'il songe à racheter BFMTV pour bâtir un empire médiatique capable de rivaliser avec le groupe Bolloré, « notre adversaire », martèle-t-il régulièrement. Le lendemain, il échafaude un plan pour lancer son propre parti, avec l'ambition de présenter 577 candidats libéraux aux prochaines élections législatives. Cette personnalité fantasque embarrasse autant sa rédaction que son coactionnaire, le milliardaire Pierre-Édouard Stérin, plus discret. C'est pourtant La Combe qui a ob-

tenu, malgré les réticences de son associé, la tête du directeur de la rédaction, Tugdual Denis, au terme de plusieurs mois de bras de fer. « Il racontait dans le *Tout-Paris* que c'était lui le « big boss » et qu'il voulait « le dégager », souffle une source interne.

L'éviction de l'ex-bras droit de Geoffroy Lejeune a été annoncée aux journalistes de *Valeurs actuelles* le 21 septembre dernier, lors d'une réunion expéditive. Les yeux embués de larmes, Tugdual Denis a remercié ses équipes, qui n'ont eu droit à aucune explication quant à son départ surprise. Benjamin La Combe, lui, n'a pas daigné assister à la réunion.

Pour remplacer le directeur évincé, l'incontrôlable actionnaire jurait pouvoir compter sur le ralliement fracassant d'un poids lourd du *Figaro*. Il n'en a rien été. Après avoir essuyé de multiples refus courtois, Benjamin La Combe s'est rabattu, pour le moment, sur Charles Sapin, recruté personnellement par... Tugdual Denis.

Les ministères ont leurs insoumis. Baptisé « Les Phrygiens », le réseau de hauts fonctionnaires qui travaille pour LFI compte plus de 130 membres. Réunis chaque mois, ils rédigent des notes techniques pour préparer une éventuelle arrivée de Jean-Luc Mélenchon au pouvoir. Leur anonymat fait beaucoup parler dans les administrations. « En ce moment, les Phrygiens sont scrutés de près, glisse un cadre de Bercy. Dans les longs couloirs des ministères, chacun traque ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. » Les révolutionnaires de bureau ont beau avancer masqués, leurs collègues cherchent déjà leurs visages.

## SOUS SURVEILLANCE

## ◆ UN BANQUIER DE LAZARD À LA CAISSE D'ATTAL

Gabriel Attal a trouvé son trésorier à bonne adresse. Philippe Englebert, associé-gérant chez Lazard, prend les finances de sa campagne présidentielle. Ancien conseiller d'Emmanuel Macron à l'Élysée et de Jean Castex à Matignon, il est aussi secrétaire national de Renaissance chargé de l'attractivité et du commerce extérieur. À Agnès Pannier-Runacher et Paul Midy le programme, à lui les dons et les prêts.

## ◆ LECLERC SEUL EN LICE CHEZ LES PRÉFETS

Georges-François Leclerc, préfet de la région Île-de-France, est le seul candidat déclaré à la présidence de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Éphémère directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, de novembre 2025 à juin 2026, il devrait succéder à Pierre-André Durand, passé de la préfecture d'Occitanie à la Cour des comptes.

## ◆ MACRON OUVRE LE CONSEIL D'ÉTAT À BOUDIE

Moins de deux mois après la fin de son mandat de député, Florent Boudie entre au Conseil d'État. L'ancien président macroniste de la commission des lois a été nommé conseiller d'État au tour extérieur par un décret signé Emmanuel Macron. En mars, il avait déposé deux propositions de loi pour rendre publics les avis de l'institution sur les textes législatifs et organiser leur transmission au Parlement.

## ◆ UNE ANCIENNE DE L'ÉLYSÉE AUX PORTES DE CDC HABITAT

Anne-Claire Mialot s'apprête à changer de toit. La nomination de la directrice générale de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine à la direction générale de CDC Habitat sera soumise au conseil de surveillance le 2 octobre. Cette « spécialiste des terroirs » a conseillé Manuel Valls puis Bernard Cazeneuve à Matignon, avant de rejoindre l'Élysée d'Emmanuel Macron. Nommée préfète déléguée pour l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis en 2019, elle est désormais pressentie chez le géant du logement, filiale de la Caisse des dépôts.

## ◆ BARROT RENOUVELLE SA GARDE RAPPROCHÉE

Pauline Carmona prend cette semaine les commandes du cabinet de Jean-Noël Barrot. Directrice des Français à l'étranger depuis 2023 et ancienne conseillère diplomatique à Matignon, elle succède à Aurélien Lechevallier, nommé ambassadeur à Washington. Elle devient la première femme à diriger le cabinet du ministre des Affaires étrangères. À ses côtés, Adèle Jeanroy-Broz et Augustin Augier occupent les fonctions de directeurs adjoints.

## ◆ CANAL+ PLACE UN HOMME MAISON CHEZ IRDETO

Stéphane Baumiér élargit son territoire. Le directeur des technologies et des systèmes d'information de Canal+, membre du comité exécutif, prend la présidence du conseil de surveillance d'Irdeeto. Basée aux Pays-Bas, cette filiale de cybersécurité dit protéger plus de six milliards d'appareils.

## ◆ BAAB PASSE DE LA FRAUDE AUX COMPTES

Frédéric Baab change de poste, mais garde l'argent public dans son champ de vision. L'ancien procureur européen français a été nommé conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes. Spécialiste des fraudes aux fonds européens, de la corruption et de la coopération judiciaire internationale, ce magistrat passe des poursuites pénales au contrôle de la gestion publique.

## ◆ DEUX COLLABORATRICES HÉRITIER DU PALAIS-BOURBON

Les sénatoriales ouvrent les portes de l'Assemblée à deux collaboratrices parlementaires. En Gironde, Christine Dumas, suppléante et attachée parlementaire d'Edwige Diaz, doit lui succéder. En Charente-Maritime, Vanessa Parent s'apprête à remplacer Christophe Plassard, dont elle est également la suppléante et la collaboratrice en circonscription. Le départ des patrons au Sénat fait monter leurs équipes d'un cran.

## ◆ SANOFI RAPPELLE UN ANCIEN DE SARKOZY

Olivier Bogillot doit retrouver dans les prochaines semaines la présidence de Sanofi France, qu'il occupait de 2020 à 2022. Audrey Duval ferait le chemin inverse pour lui succéder aux États-Unis. Ancien conseiller santé de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, puis directeur de cabinet du patron de Sanofi, Bogillot connaît les deux côtés du bureau s'avère être rompu au dialogue avec les pouvoirs publics.

## ◆ MARIK-DESCOINGS PROLONGE À LA CND

Retraité depuis le 26 mars, Nadia Marik-Descoings reste à l'audience. Elle est renouvelée, à compter du 1er octobre, comme présidente de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile, où elle siège en qualité de magistrate honoraire. Avant de retrouver la justice administrative, elle avait passé treize ans à Sciences Po, notamment comme directrice adjointe et directrice de la stratégie et du développement, aux côtés de son mari, Richard Descoings, décédé en 2012.

## ◆ LA GOUVERNANCE FAMILIALE DE SODEXO

Nathalie Bellon-Szabo a été désignée par le conseil d'administration du géant de la restauration collective pour prendre la tête de l'entreprise. Fille du fondateur Pierre Bellon, elle succède à sa sœur Sophie, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat. Jusqu'alors directrice générale de la filiale Sodexo Live !, dont elle a quadruplé le chiffre d'affaires en dix ans, Nathalie Bellon-Szabo devra désormais piloter le nouveau plan stratégique du groupe.

## ◆ UNE ANCIENNE DE LARCHER QUITTE LE GROUPE LR

Martine Rodriguez quitte, à sa demande et pour raisons personnelles, le secrétariat général adjoint du groupe LR au Sénat. Ancienne collaboratrice de Gérard Larcher, elle occupait ce poste depuis 2015. À l'heure du renouvellement sénatorial, le groupe perd ainsi une habituée des couloirs dans son équipe dirigeante.

## LA "QUENELLE" D'UN PROTÉGÉ DE MÉLÉNCHON

Son compte X a été en partie nettoyé. Les souvenirs de jeunesse, eux, n'ont pas disparu. *L'Infiltré* a consulté une photo sur laquelle Dalil Diab, conseiller municipal LFI de Tourcoing, apparaît plus jeune devant le Trocadéro, en pleine "quenelle", geste antisémite popularisé par Dieudonné. Un cliché embarrassant pour cette figure montante des Insoumis, passée par l'Institut La Boétie, l'école de formation du mouvement mélenchoniste. L'image complète un album déjà chargé : dans une enquête sur ses anciennes publications, Frontières avait exhumé des soutiens répétés à Dieudonné, l'emploi de l'expression « dragons célestes » pour désigner les Juifs supposés contrôler le monde, ainsi qu'un message tournant en dérision une otage israélienne du 7-October. Un compte se nettoie plus facilement qu'un passé.

## ■ NIEL ET PIGASSE : LE SOUPÇON DE MENSONGE SOUS SERMENT



© Illustration graphique par un auteur anonyme - L'Infiltré

Le secret des affaires n'a pas fait taire Charles Alloncle. Selon nos informations, le rapporteur de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public entend saisir le procureur, sur le fondement de l'article 40, des déclarations sous serment des dirigeants et actionnaires du producteur Mediawan. Au cœur du signalement envisagé : leurs assurances sur le poids du fonds d'investissement américain KKR.

Face aux députés, Xavier Niel, Matthieu Pigasse et Pierre-Antoine Capton avaient défendu le contrôle français du groupe, mais aussi affirmé que KKR était minoritaire au capital. Le 2 avril, Jérôme Nommé, président de KKR France, s'était engagé sans détour : « Les fonds de KKR ne détiennent pas la majorité du capital de Mediawan, ils n'ont jamais détenu cette majorité depuis 2020 ». Sans livrer le pourcentage exact.

Ce sont ces certitudes que les documents mettent à l'épreuve. L'organigramme publié il y a quelques jours par L'Informé fait apparaître 52,7 % du capital de la holding de tête, Mediawan Pari Passu, dans une chaîne de sociétés associant KKR et des co-investisseurs. Et cette photographie récente trouve un précédent antérieur aux auditions. Le 9 juillet 2024, la KEK, l'organisme allemand chargé de la concentration des médias, attribuait la majorité du capital de Mediawan Holding à SHOW TopCo, expressément rattachée à KKR. Elle annonçait 61,75 % dans la restructuration présentée, tandis que les fondateurs conservaient la majorité des votes.

Cette séparation entre capital et contrôle est au cœur de la défense de Mediawan, notamment pour l'accès aux aides du CNC. Mais elle ne solide pas le débat sur les déclarations sous serment. Charles Alloncle, qui préconisait déjà de limiter la concentration des commandes de France Télévisions chez les grands producteurs privés, entend désormais porter l'affaire sur le terrain pénal. Si la justice établissait qu'ils ont sciemment menti aux députés, Matthieu Pigasse, Xavier Niel et Pierre-Antoine Capton pourraient être condamnés pour faux témoignage.

## LE SITE D'UN SÉNATEUR PS VIRE AU COQUIN

*L'Infiltré* a découvert un piratage informatique pour le moins osé. Depuis plusieurs jours, le site officiel d'Alexandre Ouizille, sénateur socialiste de l'Oise et membre de la garde rapprochée de Raphaël Glucksmann dans son aventure présidentielle, a troqué l'actualité parlementaire contre les « rencontres coquines sans bavardages inutiles et flirt en direct pour les Gay et Bi » de la plateforme « That gay futé ». Bien malgré lui, l'élu se retrouve avec une vitrine d'un tout autre genre. Incapable de récupérer son nom de domaine, il a discrètement retiré toute mention de son site de ses réseaux sociaux. Le même dirige en parallèle *Nouveau Populaire*, média numérique du Parti socialiste, conçu comme un « Frontières de gauche ». Avant de conquérir le débat public, il reste encore un nom de domaine à reprendre.

## SÉCURITÉ

## ■ AMINE KESSACI, MILITANT ANTI-DROGUE ET CAUCHEMAR DE SES GARDES DU CORPS

Placé sous une protection policière hors norme après les meurtres de ses frères – Brahim, tué dans la guerre du narcotrafic en 2020, puis Mehdi, abattu en 2025 dans ce que les enquêtes soupçonnent d'être un avertissement macabre –, Amine Kessaci supporte pourtant mal les contraintes imposées par sa sécurité.

Selon plusieurs sources au sein du service de la protection (SDLP), le militant antidrogue, devenu 4e adjoint du maire socialiste Benoît Payan, s'affranchit régulièrement des consignes. « Il impose des arrêts non prévus, quitte le véhicule avant notre signal, refuse certains équipements et nous communique son agenda trop tard », énumère un policier qui l'a protégé. Un autre, membre de longue date du SDLP, ajoute : « Qu'il maintienne parfois un déplacement malgré notre avis défavorable peut se comprendre. Mais trop souvent, il nous met en difficulté. »

Un agent a même récemment demandé à être relevé de cette mission après quelques semaines seulement aux côtés d'Amine Kessaci. Ces tensions

compliquent une protection déjà lourde à assurer. Selon les informations de *L'Infiltré*, Kessaci est classé « T2 » sur l'échelle d'évaluation de la menace, qui va de T1 (menace extrême) à T4 (menace faible). Sa protection mobilise quotidiennement d'importants moyens humains, le tout dans un SDLP aux effectifs comptés, où des policiers déjà éprouvés doivent faire face à des demandes de protection toujours plus nombreuses. Les écarts du protégé n'allègent pas la tâche de ses protecteurs.

La difficulté à composer d'Amine Kessaci s'est également manifestée à la tête de Marseille Habitat : désavoué par l'ensemble du conseil d'administration sur le choix de la future directrice générale, Amine Kessaci a aussitôt annoncé sa démission de la présidence du puissant bailleur social de la cité phocéenne.

Décidément remuant, il postule désormais pour succéder à Éric Piolle comme porte-parole des Écologistes pour la campagne présidentielle de Marine Tondelier. De quoi promettre de nouveaux déplacements... et quelques sueurs froides supplémentaires au SDLP.

**VRAI OU FAUX ? François Hollande serait tenté d'attendre janvier 2027 pour accélérer sa marche vers l'Élysée.** Un plan mûrement pesé, reposant sur un triple pari. Un : l'autodestruction d'une primaire socialiste minée par les coups de boutoir de Ségolène Royal, les querelles internes et les conséquences de l'affaire Philippe Brun. Deux : l'essoufflement, de la candidature de Glucksmann au cœur

de l'hiver. Trois : une dégradation du climat géopolitique, qui rebattrait les cartes de la seconde partie de campagne et redonnerait du poids à son expérience d'ancien chef de l'État. Laisser ses rivaux s'user et les événements travailler pour lui : l'ancien président mise sur un allié qu'il connaît bien, le temps.

## LES CONNEXIONS

## NASSER, L'HOMME QUI « CONTRÔLE TOUT »



© Illustration graphique par un auteur anonyme - L'Infiltré

Un club qui touche les droits télé, une Ligue qui les vend, un diffuseur qui les achète. Nasser Al-Khelaifi est partout : président du Paris Saint-Germain (PSG), de beIN Media Group et administrateur de la Ligue de football professionnel (LFP). Ses fonctions le placent au croisement des intérêts et, à entendre certains de ses interlocuteurs, lui donnent les moyens de peser sur tout le monde.

« Tout le monde connaît ses multiples casquettes. Mais c'est justement parce qu'il les cumule qu'il contrôle tout. La plupart des présidents n'osent pas le contester », confie à *L'Infiltré* un dirigeant de club français. Il se souvient d'un gène autour de la table : le mélange des rôles était identifié, la contradiction difficile.

À l'été 2024, la Ligue avait attribué huit rencontres par journée à DAZN, la neuvième à beIN. La justice examine désormais les conditions de cette attribu-

tion. Révélée par *L'Équipe* et confirmée il y a quelques jours par le parquet de Paris, une enquête préliminaire a été ouverte pour prise illégale d'intérêts. Al-Khelaifi et beIN contestent toute malversation.

La capacité de la LFP à faire contrepoids est aussi en cause. Un autre président de club interrogé par *L'Infiltré* décrit une institution qui cède depuis des années devant le patron parisien. « Je ne sais pas si cela relève du pénal. Mais ce mélange des rôles pose un vrai problème de gouvernance. Et dans le milieu du football, le sujet fait beaucoup parler. »

Chaque casquette renforce les autres : le patron d'un club bénéficiaire des droits dirige aussi un groupe qui les finance. Quant à la Ligue, le second président tranche : « La LFP se couche. Cela fait des années qu'elle se couche. » Les droits télé se négocient, le droit de contredire Nasser, beaucoup moins.

## ■ LAURENT NUÑEZ, BEAUVAU SANS PATRON



© Illustration graphique par Intelligence artificielle - Pictoline

Quatre réécritures pour un tweet. Fin août, après l'altercation entre Sébastien Delogu et des policiers marseillais, Laurent Nuñez reprend son message. Une fois. Deux fois. Trois fois. Puis une quatrième, selon les informations de *L'Infiltré*. Derrière les retouches, c'est la ligne du ministre qui se cherche : « *Il hésitait sur les deux sujets, jusqu'où attaquer Delogu et jusqu'où soutenir les policiers* », confie un membre de son cabinet. Avant même d'affronter l'insoumis, le patron de Beauvau peine à s'accorder avec lui-même.

Cette hésitation surprend pour un ministre de l'Intérieur. Passé par la DGSI (Direction générale de la Sécurité intérieure), la coordination du renseignement puis la préfecture de police de Paris, Laurent Nuñez connaît les hommes autant que les procédures. Une collaboratrice vantait cet été, dans *Le Parisien*, sa lecture des dossiers sans passer par une synthèse. De quoi entrer à Beauvau sans demander la marche à suivre. Mais, de l'Élysée à Matignon, chez ses collègues et dans l'opposition, les témoignages recueillis par *L'Infiltré* soulignent que sa connaissance des dossiers ne suffit pas à lui donner de l'autorité.

Car s'imposer suppose de s'affranchir des réflexes qui ont accompagné son ascension. Un proche d'Emmanuel Macron salue ses qualités de collaborateur, mais déplore son manque d'initiative : « *Il se demande toujours ce qu'on attend de lui, mais à ce poste c'est à lui de fixer la ligne et la direction.* » Avec une exception, ajoute plein de malice notre interlocuteur : « *Au Grand Orient de France, là, il prend des initiatives !* » Sa prudence devient encombrante quand il faut trancher. Nuñez sait d'ailleurs qu'on le guette sur ce changement de rôle. Le 6 janvier, il rappelait aux députés : « *il ne m'a pas échappé que je n'étais plus préfet de police mais ministre de l'Intérieur* ». Encore faut-il faire sentir cette différence à ses collègues du gouvernement. Gérard Darmanin lui en a donné l'occasion. En août, la publication du courrier du garde des Sceaux sur les défaillances des enquêtes concernant les violences sexuelles sur mineurs a placé Beauvau sur la défensive. À la rentrée, Laurent Nuñez conteste timidement certains griefs et promet une réponse « *point par point* ». « *Il a traité ça comme un échange technique alors que c'était avant tout une attaque politique* », juge une source à Matignon.

Pour un ancien préfet de police, les services devraient constituer un point d'appui dans ces affrontements. Mais c'est précisément avec son successeur, Patrice Faure, que les relations ont atteint le point de rupture. Le JDD révélait au printemps, après les violences autour de la Ligue des champions, que le préfet a remis sa démission à Emmanuel Macron, qui l'a refusée à plusieurs reprises. Le terrain que Nuñez connaissait le mieux est devenu, lui aussi, un lieu d'affrontement.

C'est avec cette autorité contestée qu'il doit affronter le narcotrafic et les violences qui se succèdent, de Chambéry aux nuits de football, jusqu'aux débordements après un blocus lycéen à Saint-Denis. « *Il vous explique les moyens engagés, les procédures, les dispositifs, mais sa priorité politique, on a du mal à la voir* », observe un ministre. La réserve prend ici tout son sens : connaître les moyens d'agir ne suffit pas à donner une direction. Les textes définissent ce qu'il peut faire, mais ne décident ni de ses priorités ni des risques qu'il accepte de prendre.

Et la prochaine tempête le vise personnellement. Rima Hassan a porté plainte contre lui devant la Cour de justice de la République pour violation du secret de l'enquête, après ses propos sur la supposée découverte de stupéfiants lors de la garde à vue de l'eurodéputé. Laurent Nuñez conteste avoir organisé des fuites, mais certains le voient déjà condamné. « *Il est mort, anticipe un grand préfet de la République. Il va pouvoir retourner lire des notes dans une préfecture de seconde zone.* »

## SUR ÉCOUTE

◆ **À l'ONU**, Emmanuel Macron assure que « *le Hamas n'a jamais sévi en Cisjordanie* ». L'Élysée plaide aussitôt l'« *erreur d'interprétation* » : le président aurait employé « *sevir* » au sens de « *diriger* ». L'explication serait plus confortable s'il n'avait déjà affirmé, un an plus tôt sur CBS : « *Le Hamas n'existe pas en Cisjordanie.* »

◆ **Chez Rodolphe Saadé**, le chéquier ne vaut pas promesse d'éternité. Dans *L'Orient-Le Jour*, le propriétaire de BFM et RMC admet chercher encore le modèle économique de ses médias. Sa holding CMA Média a cumulé 500,5 millions d'euros de pertes nettes en 2024 et 2025. Il prévient : « *À un moment donné, j'arrêterai d'investir.* » À BFM et RMC, l'information est en continu. Les chèques de l'actionnaire, manifestement, le sont beaucoup moins.

◆ **Philippe Juvin** résume la stratégie fiscale avec la franchise d'un marin : « *Le bateau prend l'eau* », mais « *plus nous écopons, plus nous agrandissons les trous* ». Le rapporteur général du budget en donne aussitôt l'exemple : attendue à 2 milliards d'euros, la contribution sur les hauts revenus n'en a rapporté que 520 millions, certains contribuables s'étant moins rémunérés.

◆ **Rodolphe Belmer**, PDG de TFI, explique au *Monde* que l'économie de YouTube menace jusqu'à « *contrat social français* » et réclame un allègement des contraintes publicitaires. Mais lorsqu'on évoque un rachat de M6, le patron retrouve des couleurs : « *Nous avons plus de 500 millions d'euros de liquidités.* » Audiovisuel traditionnel serait donc à l'agonie, mais conserve assez d'appétit pour avaler son voisin.

◆ **Gérard Larcher** a trouvé le meilleur argument pour rester au Plateau : sa propre présence. Candidat à un nouveau mandat, il présente le Sénat comme un « *indispensable pôle de stabilité* ». L'ancien vétérinaire, en poste depuis 2014, connaît parfaitement son remède aux secousses politiques : reconduire Gérard Larcher, décidément indéboulonnable.

◆ **Vingt ans après** avoir imposé le CPE contre l'avis des syndicats, Dominique de Villepin veut graver le dialogue social dans la Constitution. Sur RTL, il réclame désormais une « *concertation très profonde* » et la « *primauté* » des partenaires sociaux avant les réformes. Une obligation voisine existe pourtant dans le Code du travail depuis...2007.

◆ **LFI** a enfin conquis une chambre qu'elle promet de faire disparaître. Élu sénateur du Rhône, Gabriel Amard salue « *une onde annonciatrice de la victoire de Jean-Luc Mélenchon* » et « *une rupture avec l'ordre établi* ». En mars, le responsable des élections Paul Vannier confirmait encore : « *On veut supprimer le Sénat.* » La VI<sup>e</sup> République attendra...

◆ **La France enverra des soldats**, des radars et des systèmes de défense en Arabie saoudite, mais Jean-Noël Barrot ne chiffre encore rien. Le 27 septembre, le ministre précise que les moyens dépendront de « *la demande précise qui sera formulée par le partenaire* », des capacités françaises et de l'évolution du conflit. Un débat parlementaire aura « *nécessairement* » lieu, promet-il, mais après les désirs de Riyad.

◆ **François Bayrou** a trouvé le remède à la dispersion du centre : une primaire ouverte, dont il imagine déjà le premier tour à la mi-janvier 2027. Petit problème d'archives : dans le JDD du 19 juillet 2015, le président du MoDem jouait les premiers de la droite « *contraires à nos institutions* » et redoutait un « *piège* ». Le danger est devenu une solution.

◆ **Arthur Mensch** se dit « *plutôt pour des marchés libres* ». Le patron de Mistral AI ajoute aussitôt qu'il ne faut « *pas être naïf* » : il réclame de la commande publique et des garanties de l'État pour financer les centres de données. Sa société a pourtant levé 6 milliards d'euros en trois ans. Chez Mistral, le marché doit donc rester libre, à condition que l'État lui apporte ses commandes... et ses garanties.

## DÉRADICALISATION

### LES LIAISONS DANGEREUSES QUI INQUIÈTENT LA DGSI

À Paris, la déradicalisation inquiète ceux qui traquent les radicalisés. Selon les informations de *L'Infiltré*, l'antenne parisienne de PAIRS, le programme d'accompagnement individualisé et de « *réaffiliation sociale* », qui suit très majoritairement des profils islamistes, suscite de sérieuses réserves au sein de la DGSI. Le principal danger, aux yeux de nos sources : rapprocher des individus radicalisés, au risque de laisser les plus influents entraîner les plus suiveurs. Un dossier a ravivé ces inquiétudes : celui de Brahim Bahri, auteur de l'attaque islamiste commise en février 2026 aux abords de l'Arc de Triomphe.

Selon nos sources, il était passé par PAIRS et son suivi, comme le respect des obligations liées à sa surveillance judiciaire, avait déjà provoqué des frictions avec les services avant son passage à l'acte. À Levallois-Perret, les griefs contre l'antenne se sont accumulés au fil des années : informations insuffisamment partagées avec le renseignement intérieur, désaccords sur le respect des contraintes judiciaires, mais aussi cours jugés très marqués à l'extrême gauche par nos interlocuteurs. « *Le risque, dans cette antenne parisienne, c'est la mise en relation de personnes radicalisées, à laquelle s'ajoutent le non-respect, par l'association en charge, des interdictions de paraître dans certains lieux, ainsi que les cours complètement hors sol qu'elle dispense* », rapporte une source du renseignement intérieur.

Derrière les tensions sur le suivi, les agents interrogés redoutent surtout les effets de groupe : des profils dominants capables de conforter les autres dans leur radicalité et d'accroître le risque de passage à l'acte. La réinsertion pourrait alors se doubler d'un dangereux carnet d'adresses. « *On se retrouve avec les mêmes dynamiques de radicalisation collective qu'en prison, mais cette fois-ci les individus sont libres* », déplore un agent de la DGSI. La « *réaffiliation sociale* », certes. Reste à savoir à qui.

30 SEPTEMBRE 1975

**Marion Cotillard** Elle a construit une carrière française et américaine sans s'installer durablement à Hollywood. Son Oscar pour *La Môme*, en 2008, reste l'unique sacre d'une actrice française pour un rôle en français.

30 SEPTEMBRE 1962

**Bruno Roger-Petit** Porte-parole de l'Élysée en 2017, l'ancien journaliste est devenu conseiller mémoire d'Emmanuel Macron l'année suivante. Il a conservé dans son bureau un portrait de François Mitterrand, retrouvé derrière une armoire du palais en 2017.

4 OCTOBRE 1972

**Alexandre Bompard** À la tête de Carrefour depuis 2017, l'ancien inspecteur des finances avait auparavant dirigé *Europe 1*, puis la Fnac et Fnac Darty. L'arrivée de CMA CGM au capital en 2025 a installé la famille Saadé comme deuxième actionnaire du groupe.

2 OCTOBRE 1979

**Emmanuel Duteil** Passé par *BFM Business* et *Europe 1*, puis directeur des rédactions de *L'Usine Nouvelle*, il a pris en juin la tête de *Challenges*, quelques mois après le rachat du titre par LVMH. Sa nomination avait recueilli 82 % des voix de la société des journalistes.

2 OCTOBRE 1946

**Jean-Jacques Aillagon** Ancien président du Centre Pompidou, ministre de la Culture de Jacques Chirac puis patron du château de Versailles, il a circulé entre pouvoir politique, institutions et mécénat. Son passage rue de Valois reste associé à la loi de 2003 sur le mécénat.

6 OCTOBRE 1957

**Michel De Jaeghere** Ancien rédacteur en chef adjoint de *Valeurs actuelles*, il a créé les hors-séries du *Figaro* en 2001 et dirige *Le Figaro Histoire* depuis 2012. Historien des idées et essayiste, il est membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques.

5 OCTOBRE 1973

**Cédric Villani** Médaille Fields en 2010, il fut l'un des visages de la société civile recrutés par Emmanuel Macron en 2017. Sa candidature dissidente à la mairie de Paris l'a éloigné de la majorité, avant la perte de son siège de député en 2022. Il intervient régulièrement sur l'intelligence artificielle.



## À LA LOUPE

Dimanche 4 octobre, 158,8 millions de Brésiliens sont appelés aux urnes. Lula brigue un quatrième mandat face au sénateur Flávio Bolsonaro, fils de l'ex-président Jair Bolsonaro. Les électeurs renouvellent aussi les 513 députés fédéraux et 54 des 81 sénateurs. Un second tour de la présidentielle est prévu le 25 octobre si aucun candidat n'obtient la majorité absolue.

## L'AGENDA

● **MERCREDI 30 SEPTEMBRE** Le gouvernement présente le projet de loi de finances pour 2027. Sébastien Lecornu a fixé à 54 milliards d'euros l'effort nécessaire pour ramener le déficit public à 5 % du PIB l'an prochain, alors que la dette est attendue à 121,7 % du PIB en 2027. Le gouvernement déposera ensuite le texte au Parlement, où aucun groupe ne détient la majorité absolue. ■ À la Fashion Week, Courrèges défile à 10 h 30, The Row à midi, Balmain à 13 h 30, Dries Van Noten à 15 heures, Stella McCartney à 16 heures et Tom Ford à 20 heures.

● **JEUDI 1er OCTOBRE** L'Assemblée nationale reprend ses travaux en séance publique à 9 heures et ouvre sa session ordinaire. ■ *France 2*, *France Inter* et *France.tv* diffusent en direct le débat de la « primaire de la gauche socialiste et démocratique », présenté par Caroline Roux et Benjamin Duhamel. ■ En librairie paraît *Le Grand Blague*, de Jean-Louis Borloo, chez Plomb, où l'ancien ministre propose une refonte de l'État et de l'administration. ■ La Fashion Week programme Chloé à 10 heures, Balenciaga à 14 heures, Rick Owens à 17 h 30, Schiaparelli à 19 heures et Isabel Marant à 20 heures.

● **VENDREDI 2 OCTOBRE** L'Ifri tient de 9 h 30 à 16 h 45, au 27 rue de la Procession à Paris, sa 24e conférence annuelle sur les États-Unis, à un mois des élections de mi-mandat. ■ À Paris s'achève le procès en appel de François Bayrou, du MoDem et de dix autres prévenus dans l'affaire des assistants parlementaires européens, où dix contrats et 293 253 euros sont en cause. ■ À La Roche-sur-Foron, assemblée générale de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers à 16 heures, puis allocutions de son président et d'un représentant de l'État. La cérémonie de clôture est programmée à 18 h 30. ■ À 20 h 45, l'équipe de France de Zinedine Zidane reçoit l'Italie au Stade de France en Ligue des nations.

● **SAMEDI 3 OCTOBRE** La Lettonie renouvelle les 100 membres de la Saeima au scrutin proportionnel. Le vote intervient quatre mois après la formation du gouvernement d'Andris Kubišs, à la tête d'une coalition de centre droit, dans un pays frontalier de la Russie et de la Biélorussie. ■ Le Forum Russie-Libertés reçoit à 11 h 40 l'ancien Premier ministre russe Mikhaïl Kassianov, à la mairie du XIe arrondissement. ■ À Paris, Celine défile à midi, Vivienne Westwood à 14 heures, Hermès à 15 heures, Elie Saab à 16 h 30 et Alaïa de 18 à 20 h 30.

● **DIMANCHE 4 OCTOBRE** Le Brésil vote au premier tour de l'élection présidentielle et des élections générales. Luiz Inácio Lula da Silva brigue un nouveau mandat face au sénateur de droite Flávio Bolsonaro. Une enquête Quaest publiée le 21 septembre les crédite respectivement de 37 % et 33 % des intentions de vote. ■ À Amboise, le mouvement Puissance verte, coprésidé par Florence Portelli et Maxime Maintier, réunit de 10 à 18 heures élus, entrepreneurs et experts autour d'une écologie de droite et du centre. ■ La Fashion Week programme Lacoste à 10 h 30, Miu Miu à 13 heures, Valentino à 15 h 30, Mugler à 18 h 30 et Jean Paul Gaultier à 20 heures.

● **LUNDI 5 OCTOBRE** Le Québec élit 125 députés au terme d'une campagne de 39 jours. Le Parti québécois de Paul St-Pierre Plamondon, la Coalition avenir Québec de la première ministre Christine Fréchette et le Parti libéral sont en lice. ■ À Strasbourg s'ouvre la session plénière du Parlement européen, programmée jusqu'au 8 octobre. ■ Le Nobel de médecine est annoncé à Stockholm à partir de 11 h 30. ■ À 17 h 30, l'Institut Louis-Bachelier et la Fondation BNP Paribas reçoivent Enrico Letta au Collège de France sur la compétitivité et la souveraineté européennes. ■ La France reçoit la Belgique au Stade de France en Ligue des nations.

● **MARDI 6 OCTOBRE** L'Académie royale des sciences de Suède annonce le prix Nobel de physique à partir de 11 h 45. Chaque prix est désormais doté de 12 millions de couronnes suédoises. ■ À Paris, la conférence de recherche de l'Agence française de développement sur l'adaptation au changement climatique ouvre à 9 heures à l'auditorium du Mistrail, place Louis-Armand. ■ Le maire de Neuilly-sur-Seine, Jean-Christophe Fromantin, Quentin Brière, maire de Saint-Dizier, et le père Nathanaël Gauric participent à une rencontre sur les fractures entre villes et campagnes au Collège des Bernardins, à Paris. ■ La Fashion Week s'achève avec Pierre Cardin à 17 heures et Louis Vuitton à 18 h 30.

## RAPPORT DE MISSION

◆ UN PREMIER NUMÉRO AU CENTRE DES REGARDS

*L'Infiltré* a marqué les esprits avant même sa première parution. Depuis l'annonce de notre lancement, le 7 septembre, les téléphones ont chauffé. Les esprits aussi !

Coups de pression, menaces de procès ou de boycott, tentatives d'intimidation en tout genre... la panoplie est déjà bien fournie. Il est des informations que les pouvoirs en place préféreraient décidément garder dans l'ombre.

Certains de nos confrères ont, eux aussi, pris les devants. Sans avoir lu une seule ligne de notre premier numéro, ils ont exclu notre rédacteur en chef adjoint, Sébastien Lignier, de la boucle des "rubiards" chargés de couvrir le Rassemblement national, où les journalistes s'échangent des informations, mais surtout des railleries sur le parti qui ils sont censés couvrir. La confraternité a ses limites. La curiosité également.

Pas de panique, chers lecteurs. Cette première semaine riche en rebondissements a renforcé notre détermination. À mardi prochain, 20 heures.

Président : Erik Tegnér  
Rédacteur en chef : Jules Torres  
Rédacteur en chef adjoint : Sébastien Lignier  
Directeur de la publication : Jordan Florentin  
Responsable Police-Justice : Jules Laurens  
Directrice artistique : Delphine Duvert

ISSN : En cours d'attribution  
CPPAP : En cours d'attribution



## À SURVEILLER

Vendredi 2 octobre, dernières audiences à Paris du procès en appel des assistants d'eurodéputés du MoDem. François Bayrou, relaxé en 2024 au bénéfice du doute, est rejugé pour complicité de détournement de fonds publics.

## L'ADIT VEUT S'OFFRIR LE « BÉBÉ » D'ANNE MÉAUX

L'ADIT a repéré une belle prise : Image 7. Selon les informations de *L'Infiltré*, le groupe lorgne sur l'agence de conseil en communication et en affaires publiques fondée par Anne Méaux en 1988. Dans ses cartons, confiée à *L'Infiltré* une source très proche du dossier, « une offre à 100 millions d'euros au total, 80 millions pour le fonds de commerce et 20 pour les murs sur superbe siège du XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris ». Pour l'heure, aucune procédure de cession n'a été officialisée. Mais les tensions internes, le turn-over accru et une succession encore loin de faire consensus ont aiguisé les appétits. Reste à convaincre la communicante préférée des patrons du CAC 40 de passer la main. Car si ses équipes bougent, la patronne, elle, ne semble pas pressée de céder sa place, comme le glisse un de ses amis : « Elle ne vendra jamais, c'est son bébé. »

## INFLUENCE

### ■ ÉTUDES DE VCOMV : 40 000 EUROS POUR DU VENT ?

On n'achète pas toujours une étude parce qu'on y croit. Les témoignages recueillis par *L'Infiltré* auprès de journalistes, de communicants et de collaborateurs de groupes du CAC 40 mettent en cause la sérieuse des publications de Vincent de La Vaissière et de son cabinet de conseil VcomV. À les entendre, certaines entreprises et agences se sentent pourtant contraintes de les acheter, tant leur écho médiatique les rend difficiles à ignorer. « On peut trouver la méthode bancaire et acheter quand même. Quand le classement sort dans toute la presse, il faut savoir ce qu'il dit sur vous », explique un patron d'agence. Ces classements deviennent ainsi un enjeu de réputation.

Ancien directeur de la communication de Suez-Lyonnaise des eaux puis de PPR, La Vaissière a créé VcomV en 2004. Pour son étude du CAC 40, publiée depuis 2005, il revendique 180 journalistes interrogés anonymement, en face à face, et 270 heures d'entretiens. « J'y ai participé et le résultat ne vaut vraiment rien, comme si des avis de journalistes devenaient une vérité parce qu'on les met dans un classement », objecte l'un d'eux. Ces réserves n'empêchent pas les publications de se vendre à prix d'or : de 35 000 à 40 000 euros pièce. Mais ce n'est pas tout. Outre le CAC 40, VcomV publie une

étude sur la sphère publique, sortie en avril 2026, et une autre sur les agences d'influence, parue en juin 2025. C'est autour de cette dernière que les langues se délient. Havas Paris et Primatice ont ainsi annoncé qu'elles n'achèteraient plus les études de VcomV. Leurs critiques visent l'anonymat des appréciations et la participation de professionnels amenés à noter leurs concurrents.

Le dernier classement ne les avait pas épargnées : entre 2023 et 2025, Havas Paris était passée de la deuxième à la septième place, et Primatice de la quatrième à la huitième, sur dix agences. Mais la défiance ne date pas d'hier : d'autres figures du secteur, comme Anne Méaux, la patronne d'Image 7, ont longtemps refusé d'acheter les travaux de VcomV.

De là à y voir une fronde commune ? C'est en tout cas ce que redoute Vincent de La Vaissière, qui revêt la méthodologie de son étude sur les agences. Pour l'édition attendue en septembre 2027, quinze banquiers et quinze avocats doivent rejoindre le panel. « C'est aussi une façon de redonner de la crédibilité à une publication dont le sérieux est contesté », estime un patron d'entreprise. Le spécialiste de la réputation a désormais la sienne à défendre.



## LE CHIFFRE

# 500€

Sur les huit premiers mois de l'année, T18 végète autour de 1 % d'audience mensuelle moyenne. La chaîne du milliardaire Daniel Kretinsky ouvre pourtant grand le chéquier : selon les informations *L'Infiltré*, la direction paie au prix fort les intervenants des débats d'Yves Calvi et de Matthieu Croissandeau. « On prend en moyenne deux à trois fois plus que chez la concurrence », souffle un régulier. Pour certains gros noms, le cachet dépasse 500 euros par émission. Les invités s'achètent plus facilement que l'audience.

## ■ POUR COUVRIR LFI, FRANCE TV CHOISIT... UN ANCIEN MÉLENCHONISTE

Les Insoumis peuvent souffler : le journaliste chargé de les suivre pour France Télévisions et le JT de 20h de « La Deux » durant la présidentielle ne débarque pas en terre inconnue. En 2011, le nom de Julien Choloin apparaît au bas d'une pétition avec cette carte de visite : « Julien CHOLIN – Militant Syndical / Front de Gauche – PARIS (75) ». La coalition réunissait alors notamment le Parti communiste français (PCF) et le Parti de gauche fondé par Jean-Luc Mélenchon, qui en sera le candidat à la présidentielle de 2012. « Il était mélenchoniste à fond à cette époque et s'investissait dans des syndicats de l'extrême gauche la plus radicale », rapporte à *L'Infiltré* une source qui l'a côtoyé à cette période. En 2010, il travaillait également pour le journal communiste *L'Humanité*. Certains de ses articles de l'époque ont été repris sur des blogs de soutien à... Jean-Luc Mélenchon. Sur son profil LinkedIn, ces lignes du CV se font nettement plus discrètes. Pour raconter les Insoumis, France TV a donc choisi quelqu'un qui pourrait commencer par ses souvenirs.

## ■ POUR REMPLACER CHARLES SAPIN... FRANCE INTER REMET LES PENDULES À GAUCHE

Dans les couloirs de France Inter, personne ne devrait s'étrangler avec son café en découvrant le successeur de Charles Sapin. Depuis le 27 septembre, Hadrien Brachet, ancien de *Marianne* et rédacteur en chef adjoint du service politique du *Point*, assure désormais l'édition politique du dimanche matin. Une recrue venue d'un hebdomadaire réputé de centre droit : de quoi bousculer la maison ? Pas à en croire ses anciens confrères. « Il est de gauche tendance PS, assure à *L'Infiltré* un journaliste de son ancienne rédaction. Ce n'est pas quelqu'un de droite du tout. » À *Marianne*, il était même surnommé « le franc-maçon ». Son arrivée au *Point* ? « Un basculement pour lui », raconte un autre confrère, qui affirme qu'il l'a fait « pour être bien payé ». Hadrien Brachet a aussi signé des contributions pour la Fondation Jean-Jaurès, un think tank proche du Parti socialiste. France Inter ouvre donc ses fenêtres, mais seulement celles qui donnent à gauche. Le pluralisme peut attendre.

## PIQUÉ PAR ELIOT DEVAL, BENJAMIN DUHAMEL SONNE LE TOUT-PARIS

Eliot Deval a touché un nerf. Dans *TV Magazine* du 18 septembre, le présentateur de CNEWS raconte : « Je suis un enfant du groupe. Je ne connais pas personne dans ce métier, ma mère travaille dans le bien-être, mon père est médecin. Je suis l'anti-Benjamin Duhamel. » La dernière phrase, reprise en titre, a fait bondir le fils de Patrice Duhamel et de Nathalie Saint-Cricq. La rentrée ne l'avait sans doute pas mis d'humeur à plaisanter : France Inter, où il officie, est secouée par la crise autour de Charles Sapin, tandis que « Franc-jeu », son émission sur France 2, affiche des audiences en demi-teinte. Le journaliste, dont le visage s'affiche en géant sur la façade de la Maison ronde, a donc fait chauffer son téléphone, multipliant les appels dans le Tout-Paris médiatique pour s'indigner de la formule et de sa mise en titre. Jusqu'à s'en plaindre à des vedettes de... CNEWS. Deval racontait avoir débuté sans connaître personne. Duhamel a tenu à rappeler qu'il connaissait tout le monde.

## LES DÉFECTIONS

### APHATIE ET COHEN, GRANDES VOIX ET PETITS BRAS



À entendre les critiques de Charles Alloncle, le Medef du Gard pouvait espérer trouver sans peine quelqu'un pour lui donner la réplique. L'organisation patronale prépare pour le mois de novembre prochain un débat sur l'avenir de l'audiovisuel public, dans le prolongement du rapport de la commission d'enquête parlementaire. L'affiche semblait toute trouvée : le rapporteur face à l'un de ses (nombreux) pourfendeurs.

Une confrontation à laquelle le député s'est déjà prêt le 11 septembre, en ferraillant avec Laurent Joffrin, ancien patron de *Libération*, lors de la deuxième édition des « Controverses by Mozart », organisée par le Cercle Mozart de Montpellier.

Pour renouveler l'exercice dans le Gard, les organisateurs ont naturellement songé à Jean-Michel Apathie, habitué du plateau de Quotidien et que

les travaux de la commission avaient placé parmi les plus virulents détracteurs d'Alloncle. Voilà qui promettait un échange nourri.

Encore fallait-il que l'intéressé accepte : selon les informations de *L'Infiltré*, il a décliné l'invitation, malgré le confortable cachet proposé. Faute d'Apathie, les organisateurs se sont tournés vers Patrick Cohen, autre défenseur de l'audiovisuel public, dont l'édition politique rythme chaque matin la matinale de France Inter.

Cette fois, le face-à-face a paru pouvoir se concrétiser : le journaliste, auditionné par la commission en décembre 2025, a laissé entrevoir sa venue quelque temps, avant de décliner à son tour. Le Medef du Gard découvre ainsi qu'avoir beaucoup à dire sur Charles Alloncle ne signifie pas nécessairement qu'on brûle de le lui dire en face.